Union syndicale Solidaires

31 rue de La Grange Aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Communiqué

Violences, menaces, répressions, mutilations

Le climat est pourri en macronie

Les jours se suivent et se ressemblent dans la France d'Emmanuel Macron : contre les manifestant.es, contre le mouvement social – des banlieues aux manifs en passant par la ZAD – l'État utilise sa force de répression à tout va. Il semble que le simple fait de contester ce système soit insupportable à ce pouvoir.

Ainsi par l'utilisation d'armes explosives (près de 4000 depuis le début de l'opération militaire) contre les habitant.e.s de la ZAD à Notre Dame des Landes qui ont fait plus de 300 blessé-es. Le 22 mai, un jeune homme a eu sa main droite arrachée à la suite de l'explosion d'une grenade GLI-F4. C'est le même type de grenade qui avait mutilé un opposant au projet CIGEO à Bure en août 2017.
Ainsi des dizaines de lycéen.nes se retrouvent en garde à vue à Paris – et pour une partie déférée devant un.e juge – juste pour avoir voulu occuper un lycée. Le gouvernement semble trouver plus facilement une place en cellule qu'en université pour les lycéen.nes.
Ainsi des arrestations dans les manifestations se multiplient pour le simple motif d'y être présent.e et d'avoir dans son sac ou de porter des protections contre les gaz lacrymogènes…pourtant fortement utilisés par les mêmes personnes qui procèdent à des arrestations massives comme cela c'est encore passé à Paris le 22 mai.
Ainsi l'état est responsable d'un véritable acharnement contre la famille Traoré pour l'empêcher de continuer à demander justice pour la mort d'Adama.

Dans ce contexte, à Nice un président d'université peut menacer de mort en toute tranquillité un étudiant, par ailleurs membre de l'Union syndicale Solidaires, en calomniant au passage notre camarade. Il doit démissionner.

La stratégie autoritaire et répressive du gouvernement vise à décourager et à faire peur à un maximum de monde, en particulier dans la jeunesse des lycées comme au lycée Arago à Paris, des universités ou des banlieues, et cela pour protéger une politique injuste et inégalitaire au service des plus puissants. C'est pourtant bien cette politique qu'on nous impose qui génère une violence bien réelle au quotidien pour des millions de personnes. Le pouvoir protège et organise une société où les discriminations sont nombreuses et se cumulent.

L'Union syndicale Solidaires, revendique :

- la libération immédiate des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations du 22 mai, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.
- la fin immédiate de l'intervention militaire dans la ZAD et l'interdiction de l'utilisation d'armes contre des manifestant.es.

Nous ne nous laisserons pas impressionner. Nous ne sommes pas résigné.es. Nous continuerons à agir et à nous mobiliser pour défendre les salarié.es et construire une autre société.

le 24 mai 2018